



AVAS et SICTAME vous informent

Un même combat et un même objectif : Une entreprise au service de l'homme

Elisez vos représentants aux Conseils de surveillance diversifiés

Si vous détenez des parts (au titre PEE ou PERCO) dans l'un ou l'autre des fonds d'épargne diversifiés, vous êtes destinataire du matériel de vote (*expédié ce 9 octobre*) qui vous permet de choisir une des listes de candidats, parmi les 7 soumises à vos suffrages, et d'élire ainsi vos représentants aux Conseils de surveillance de ces fonds.

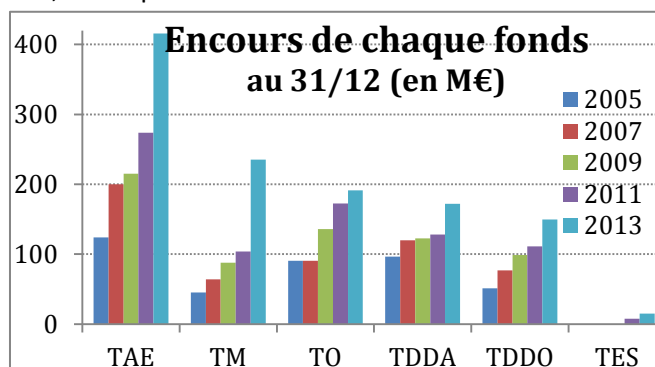
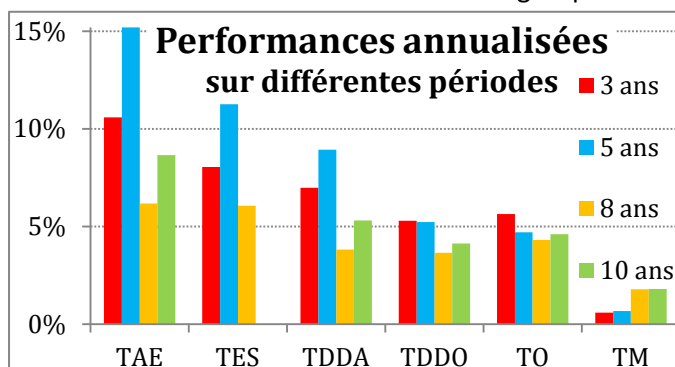
Plus précisément, il s'agit d'élire ceux qui vous représenteront (14 membres titulaires et autant de suppléants) au sein des 2 conseils de surveillance de ces fonds, à savoir :

- le conseil de surveillance commun aux trois fonds Total Actions européennes (TAE), Total Diversifié à dominante actions (TDDA) et Total Epargne solidaire (TES) d'une part ;
- le conseil de surveillance commun aux trois fonds Total Diversifié à dominante obligations (TDDO), Total Obligations (TO) et Total Monétaire (TM) d'autre part.

L'entreprise y désigne, par ailleurs, 7 autres membres. Ces conseils ont pour rôle d'assigner des objectifs de placements aux fonds (en cohérence notamment avec le PERCO piloté) et de surveiller la bonne gestion de ces fonds confiée à Axa pour TAE, TO et TM, Société Générale pour TDDA, HSBC pour TDDO et Amundi pour TES. Ces conseils ne traitent pas des questions d'intéressement, de participation ou d'abondement.

Quels enjeux, quels objectifs ?

Votre épargne salariale intéresse beaucoup de monde. Pour un porteur de parts, elle peut représenter un montant important, immobilisé potentiellement sur de longues durées. Sa performance est donc essentielle. Pour une collectivité de salariés de la taille d'un groupe comme Total, elle représente des montants considérables.



A ce titre, vous devez être informés de la gestion de ces sommes et, grâce à vos élus, pouvoir en garder le contrôle et disposer d'une gestion aisée et intelligible de vos avoirs. C'est pourquoi, AVAS-SICTAME demande :

- la **publicité des débats des conseils de surveillance** par l'insertion, sur l'intranet Total et l'internet Amundi, des comptes rendus de réunions, avec notamment la performance des fonds et l'analyse des risques ;
- une **réelle coordination des stratégies de gestion de chacun des fonds** ;
- un **appel d'offres** pour renouveler le mandat de l'expert Hewitt censé assister chaque conseil : le représentant d'Hewitt officie depuis plus de 15 ans avec une méthodologie d'analyse inchangée ;
- l'offre par l'employeur d'une formation à l'épargne salariale, qui permettrait à chacun de pouvoir mieux gérer son épargne en tenant compte de sa propre situation ;
- une **information individuelle** (papier ou/et Internet) **plus compréhensible et exempte d'erreurs**, aux contenu et format répondant d'abord aux attentes des épargnants et non pas à celles du teneur de compte ;
- le **maintien de la grille de tarifs** (expirant fin 2014) **de tenue de compte** facturés aux porteurs de parts ;
- de **faciliter les versements volontaires**, notamment par voie électronique ;
- que **les décisions des conseils appartiennent aux seuls représentants des salariés épargnants** sans interférence de la Direction. Nous ne voulons pas d'une démocratie sous contrôle ou d'un protectorat.

(la suite en page 4)

en pages centrales : L'évolution du Groupe en quelques chiffres

L'évolution du Groupe en quelques chiffres

Nous avons actualisé le **tableau de bord** qui vous permet, en quelques éléments clés¹, de suivre l'évolution du Groupe Total depuis qu'il a absorbé PetroFina et Elf Aquitaine. Depuis 2005, ce suivi est aux normes IFRS.

| | TotalFinaElf | TOTAL | | | | |
|---|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| | 2000 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| Eléments Financiers | | | | | | |
| Chiffre d'affaires annuel (G€) | 115 | 131 | 159 | 185 | 200 | 190 |
| - dont part pétrole (en %) | 82 | 89 | 89 | 89 | 11 Amont ² | 11 Amont |
| - dont part chimie (en %) | 18 | 11 | 11 | 11 | 43 MS 46 RC | 44 MS - 45 RC |
| - dont part Europe (en %) | 54 | 70 | 69 | 67 | 75 | 75 |
| Résultat opérationnel ajusté (G€) | 15 | 14 | 20 | 24 | 25 | 21 |
| Résultat net ajusté (G€) | 8 | 8 | 10 | 11 | 12 | 11 |
| Investissements bruts (G€) | 8 | 13 | 16 | 25 | 23 | 26 |
| Investissements nets (G€) | 5 | 10 | 12 | 16 | 17 | 21 |
| Versé à l'actionnaire (hors minoritaire) | 3,6 | 5,3 | 5,3 | 5,4 | 5,4 | 5,7 |
| - dont dividendes (G€) | 1,6 | 5,3 | 5,3 | 5,4 | 5,4 | 5,5 |
| - dont rachat d'actions (G€) | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,2 |
| Frais de personnel (G€) | 6,5 | 6,2 | 6,2 | 6,6 | 7,1 | 7,1 |
| Nombre d'actions (millions) | 740 | 2 348 | 2 350 | 2 364 | 2 366 | 2 378 |
| Capitalisation (G€) | 117 | 106 | 93 | 93 | 92 | 106 |
| Eléments Opérationnels | | | | | | |
| Amont | | | | | | |
| Réserves d'hydrocarbures (Mtep) | 1 470 | 1 398 | 1 426 | 1 523 | 1 516 | 1 537 |
| - dont part gaz (en %) | 35 | 46 | 44 | 49 | 50 | 52 |
| - dont part bitume (en %) ³ | | 3 | 7 | 9 | 9 | 9 |
| Production hydrocarbures (Mtep/an) | 106 | 114 | 119 | 117 | 115 | 115 |
| - dont production de brut (Mt/an) | 73 | 69 | 67 | 61 | 61 | 58 |
| Principale zone de production | Mer du Nord | Mer du Nord | Mer du Nord | Mer du Nord | Mer du Nord / Golfe de Guinée | Mer du Nord / Golfe de Guinée |
| Aval | | | | | | |
| Capacité de raffinage (Mt/an) | 128 | 130 | 118 | 105 | 102 | 102 |
| - dont part Europe (en %) | 88 | 88 | 87 | 85 | 85 | 85 |
| Quantité raffinée (Mt/an) | 121 | 108 | 100 | 93 | 89 | 86 |
| Nombre de stations-service | 17 700 | 16 300 | 17 500 | 14 800 | 14 700 | 14 800 |
| Vente de produits raffinés (Mt/an) ⁴ | 185 | 181 | 189 | 182 | 170 | 171 |
| - dont part Europe (en %) | 79 | 67 | 63 | 63 | 68 | 65 |
| Autres éléments | | | | | | |
| Nombre de pays d'implantation | 120 | > 130 | > 130 | > 130 | > 130 | > 130 |
| Effectifs | 123 300 | 96 400 | 92 900 | 96 100 | 97 100 | 98 800 |

¹ Pour les années 2001 à 2008, voir nos précédents tracts, accessibles sur nos sites : www.sictame-unsatotal.org et www.esop-avas.org, comme par exemple : http://sictame-unsatotal.org/upload/tracts/Tract_2009_10_19_AVAS_SICTAME_Elections_Conseil_Surveillance.pdf

² Suite à la réorganisation de 2012, les résultats sont présentés en branches Amont, MS (Marketing & Services) et RC (Raffinage Chimie)

³ Depuis 2009, les réserves de bitume sont comptabilisées à part. Ces réserves sont localisées dans la zone « Amériques ».

⁴ Total des ventes MS, y compris négoce international et ventes massives Raffinage.

En fusionnant avec PetroFina en 1999, puis en prenant le contrôle d'Elf Aquitaine en 2000, Total s'est hissé de la 10^{ème} à la 4^{ème} place de pétrolier mondial, avant de revenir au 5^{ème} rang, après s'être fait dépasser par Chevron. TotalFinaElf, redevenu Total en 2003, a vu ses résultats exploser, porté par une conjoncture très favorable, qui n'a cessé de s'améliorer jusqu'en 2008, année où Total enregistra un résultat net record de 14 G€

La crise qui secoue le monde depuis 2007 a aussi affecté Total. En 2009, nous affirmions « **la capacité de Total à dégager un résultat net annuel qui, fonction de la conjoncture et du prix du baril, se situe autour de 10 G€, plus ou moins 2 G€** » ; assertion confirmée jusqu'à ce jour, plutôt en partie haute de la fourchette, en dépit de la hausse des coûts d'exploration et de production. Les résultats de Total sont en effet fortement liés au prix du baril : après un record absolu de 147 \$ en juillet 2008, le cours moyen du baril s'est stabilisé autour de 110 \$ depuis 2011 (111 \$ en 2011 et 2012, 108 \$ en 2013 et 107 \$ pour l'année en cours, contre 80 \$ en 2010, 62 \$ en 2009, 97 \$ en 2008, 72 \$ en 2007, 65 \$ en 2006, 54 \$ en 2005).

Les investissements de Total, insuffisants au début des années 2000, **atteignent à présent des niveaux excessifs**. De 2000 à 2004, **les investissements bruts étaient de 8,8 G€/an** en moyenne ; cette moyenne est passée à **12,4 G€/an** de 2005 à 2009, avant d'exploser à **22,4 G€/an** de 2011 à 2013 (moyenne prévue se maintenir jusqu'en 2017), avec un **record de 25,9 G€ en 2013** ! A se demander si Total ne ferait pas comme la grenouille de Jean de La Fontaine ?

Pour financer ces investissements colossaux, Total procède à d'importantes cessions d'actifs. Certaines de ces cessions ont d'ailleurs pour objectif d'alléger la charge des investissements à venir⁵. Total, après avoir bénéficié du **'trésor' Sanofi, épuisé en 2012**, se voit contraint d'arbitrer des actifs plus stratégiques, y compris dans le secteur pétrole. **Total semble victime de ses propres décisions** : d'abord 29 milliards de rachat d'actions entre 2000 et 2008 qui ont vidé partiellement les caisses ; ensuite, la ponction annuelle du service du dividende a été portée de 1,6 G€ en 2000 à 5,7 G€ aujourd'hui (ce qui correspond à une hausse moyenne de 10 % par an sur la période ; avec une hausse moyenne de 5 % par an, le service du dividende serait à un niveau plus supportable de 3 G€). **Ceci pose clairement la question du coût du capital**, qui a trop augmenté, alors que, sur la même période de 13 ans, les frais de personnel n'ont augmenté que de 10 % à 7 G€/an. Total se lance dans un **programme de réductions de coûts**, qui ignore le coût du capital mais vise le personnel, alors que le PDG déclarait en AG de Total : « *économie ne veut pas dire de faire tout cela sur le dos de nos salariés. Non, c'est clairement sur une maîtrise de nos investissements.* »

Alors, **faut-il continuer d'investir toujours plus, sans toucher pour autant au dividende et attendre que les nouveaux investissements soient productifs de cash ? Faut-il continuer de vendre les bijoux de famille ?**

Les cessions d'actifs historiques, à rendement sûr, au profit d'investissements présumés plus rentables mais aussi plus risqués, posent question. Elles inquiètent aussi le personnel, qui se voit considéré de plus en plus comme un bien marchand. Après TIGF, Totalgaz, CCP Composites, Bostik et bien d'autres, qui sera le prochain ?

Des alternatives existent, comme maîtriser la croissance des investissements, ajuster le dividende aux résultats obtenus (ainsi font les Américains) **ou recourir davantage à l'emprunt pour financer les développements** (surtout en période de taux historiquement bas), l'exploration restant financée sur fonds propres.

Les résultats opérationnels de Total restent bons, avec dans l'Amont le démarrage de nouveaux champs, qui ont permis de renouer avec **la croissance des productions** en 2010 puis d'afficher un objectif de 3 Mbep/j pour 2017. Cet objectif vient d'être révisé en baisse à 2,8 Mbep/j. De 2,3 Mbep/j en 2013, la production a chuté à 2,1 Mbep/j au 1^{er} semestre 2014, du fait essentiellement de l'expiration, le 11 janvier 2014, de la concession de 75 ans signée avec ADCO, représentant 0,14 Mbep/j pour Total. Curieux qu'un tel événement ne semble pas avoir été anticipé ?

La croissance des productions est conditionnée au **renouvellement des réserves**. Pour accéder à la ressource minière, face à la concurrence accrue des NOC (*National Oil Companies*), le savoir faire et la capacité à financer et traiter des projets complexes - dans le respect de la sécurité et de l'environnement - sont des atouts indispensables.

Depuis 2003, **l'évolution des réserves de Total** se caractérise par une baisse continue des réserves de liquides et une augmentation relative des réserves de gaz. En 2010 et 2011, la part **bitume** a contribué à l'accroissement des réserves (9 % des réserves totales en 2011 contre 3 % en 2009). La part du gaz dans les productions de Total continue de s'accroître, en lien aussi avec le développement des activités GNL. Réserves et productions ont une répartition géographique équilibrée. **En 2013**, Total a eu un excellent taux de renouvellement de ses réserves à **119 %**.

Total a restructuré son secteur Aval en regroupant **Raffinage et Pétrochimie** et en créant une branche **Marketing & Services** (qui inclut les Energies Nouvelles). Ces deux branches ont vu leurs résultats s'améliorer significativement en 2012 et 2013. Au 1^{er} semestre 2014, les résultats de ces deux branches sont en retrait de 20 %, du fait essentiellement de la dégradation des marges (la marge de raffinage ERMI a baissé de 66 %). Cette situation crée des inquiétudes, d'autant que le raffinage européen apparaît toujours en surcapacité. Total, dont la capacité de raffinage est passée, en 4 ans, de 130 à 104 Mt/an, annonce de nouvelles réductions mais sans fermeture de site.

La Chimie de Spécialités, se comporte globalement plutôt bien depuis 2010. Les multiples cessions qui affectent ce secteur, et celles prochaines de CCP Composites et Bostik, menacent son devenir au sein du Groupe.

suite de la page 1 :

⁵ Cet argument fut avancé, en mars 2013, lors de la cession de Voyageur au Canada (1,65 G\$ de perte nette). De plus, après avoir atteint son objectif de cessions de 15 à 20 G\$ pour la période 2012/2014, Total annonce un nouveau programme de 10 G\$ de cessions sur 2015-17.

Depuis la précédente élection fin 2010, les principales évolutions ont été les suivantes :

- **changement du teneur de comptes**, effectif depuis début 2012 : Amundi remplace Axa ;
- la stratégie payante, initiée par AVAS-SICTAME et demandée par le conseil de surveillance de TO dès le début 2010, a été formalisée réglementairement en 2011 avec **l'indice de référence de TO contenant des obligations d'Etats plus « sûrs » et des marges de liberté accrues du gestionnaire dans ce cadre** ;
- **changement de l'indice de référence de TDDA mi-2013**, avec une internationalisation de sa poche actions et une poche obligations émises à la fois par des Etats plus « sûrs » et des sociétés privées ;
- **TDDO est géré depuis janvier 2014 par HSBC** ; son indice de référence a depuis été modifié avec une information peu satisfaisante provenant de l'expert Hewitt ; l'employeur, un peu contraint, a dû reconnaître que **les objectifs de gestion de TO et TDDO n'étaient pas vraiment complémentaires** ;
- **en juillet 2011, création du fonds TES dédié à Total** ; le faible montant de ses avoirs et le caractère paradoxal de son indice de référence (90 % actions, 10 % solidaire), que nous avons déploré dès la conception de TES, ont conduit l'employeur à créer un groupe de travail pour l'évolution de cet indice (débat en cours) ;
- forte baisse du rendement du monétaire, d'où une réflexion en cours sur **l'éventuelle évolution de TM** ;
- **Total affiche sur son site intranet des informations sur l'épargne salariale**, mais ce site n'est pas accessible à tous les salariés concernés et l'articulation des dispositifs et des fonds demeure obscure.

Qui sommes-nous ?

AVAS-SICTAME est la seule liste à vous offrir une alliance de compétences et l'appui d'un double réseau. Depuis 2003, l'AVAS et le SICTAME ont développé un partenariat pour **promouvoir l'actionnariat salarié, défendre l'épargne salariale et en assurer la représentation.**

L'AVAS⁶, association pionnière de l'actionnariat salarié est très impliquée sur la **bonne gouvernance d'entreprise.** Le SICTAME⁷ prône la **citoyenneté économique au sein de l'entreprise**, dont l'un des piliers est la **participation** (participation aux résultats, au capital de l'entreprise, ainsi qu'à la gestion de l'entreprise).

VOTEZ les listes AVAS - SICTAME :

| Total Actions européennes, Total Epargne solidaire, Total Diversifié à dominante actions | | Total Obligations, Total Monétaire, Total Diversifié à dominante obligations | |
|--|---|--|---|
| 1 | Butori Bernard Elf Exploration Production | 1 | Henri Bruno Total SA |
| 2 | Saignat-Batier Véronique CPE Energies | 2 | Lefèvre Vincent Total Marketing & Services |
| 3 | Vaubourdolle Eric Total SA | 3 | Vacquier Fabienne Total Raffinage Chimie |
| 4 | Lefèvre Vincent Total Marketing & Services | 4 | Lamour Jacques Total E&P France |
| 5 | Charrin Elisabeth Total SA | 5 | Cousson Philippe Elf Exploration Production |
| 6 | Gide Pierre Total Raffinage Chimie | 6 | Taupy Jean-Alain Total Marketing & Services |
| 7 | Mansoz Philippe Total Marketing & Services | 7 | Saignat-Batier Véronique CPE Energies |
| 8 | Cousson Philippe Elf Exploration Production | 8 | Murati Annie Total SA |
| 9 | Pisani Valérie Total SA | 9 | Guillet Xavier Total Petrochemicals France |
| 10 | Payet Georges SASCA | 10 | Genero Georges SASCA |
| 11 | Prigent Jean-Michel Total SA | 11 | Clergeat Benoît Elf Exploration Production |
| 12 | Taupy Jean-Alain Total Marketing & Services | 12 | Kaufman Ariel Total SA |
| 13 | Larivière Michel Total SA | 13 | Truffert Philippe Total Marketing & Services |
| 14 | Glotin Gérard Elf Exploration Production | 14 | Huart Marie-Claude Total SA |
| 15 | Fenaux Véronique CPE Energies | 15 | Jacquemin Marc Elf Exploration Production |
| 16 | Rouseau Isabelle Total Marketing & Services | 16 | Bidegain Jean-Pierre Total SA |
| 17 | Pinon Michael Total Raffinage Chimie | 17 | Gide Pierre Total Raffinage Chimie |
| 18 | Seraissol Bernard Total SA | 18 | Bolis-Dachet Nathalie Charvet La Mure Bianco |
| 19 | Vacquier Fabienne Total Raffinage Chimie | 19 | Soudron Isabelle Elf Exploration Production |
| 20 | Caillet Lilian SASCA | 20 | Berreby Yves Total SA |
| 21 | Guillet Xavier Total Petrochemicals France | 21 | Fenaux Véronique CPE Energies |
| 22 | Huart Marie-Claude Total SA | 22 | Gicquel Patrick Elf Exploration Production |
| 23 | Duriez Bernard Elf Exploration Production | 23 | Larivière Michel Total SA |
| 24 | Truffert Philippe Total Marketing & Services | 24 | Rouseau Isabelle Total Marketing & Services |
| 25 | Murati Annie Total SA | 25 | François Michel Total SA |
| 26 | Genero Georges SASCA | 26 | Pinon Michael Total Raffinage Chimie |
| 27 | Soudron Isabelle Elf Exploration Production | 27 | Mansoz Philippe Total Marketing & Services |
| 28 | Baleix Jean-Michel Total SA | 28 | Prigent Jean-Michel Total SA |

Visitez <http://www.sictame-uns-total.org/upload/tiny/amont/cloud/Epargne-salariale.pdf> pour plus d'information sur l'épargne salariale et les Conseils de surveillance.

⁶ L'AVAS fut la première association de ce type, créée en France en 1986 par des salariés actionnaires d'Elf Aquitaine. Suite au rapprochement des groupes TotalFina et Elf Aquitaine en 2000, elle est devenue l'association des actionnaires salariés de Total.

⁷ Le SICTAME créé en 1977, est l'héritier des premiers syndicats de Cadres et Techniciens de l'EP en France. En 2004, il a rejoint l'UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes). Son audience chez Total va croissant : 1^{er} chez Total SA et à l'Amont et dans l'encadrement, il est représentatif au périmètre 'Socle Social Commun' des 3 UES (Amont/Holding, Marketing/Services, Raffinage/Pétrochimie) ainsi que dans plusieurs sociétés du groupe Total.